



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-loi-du-plus-gros>

# La loi du plus gros

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1980 - N° 784 - décembre 1980 -

Date de mise en ligne : mercredi 8 octobre 2008

Date de parution : décembre 1980

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

LE programme Économique du prochain Président des Etats-Unis annonce le retour triomphal d'un libéralisme Économique effréné dans ce pays Retour qui jouit bien évidemment les milieux d'affaires (comme en témoigne la hausse du dollar qui a suivi l'élection du cow-boy) mais qui par conséquent n'annonce rien de bon sur le plan social. A tel point qu'on s'attende qu'une propagande anti-Carter ait aussi à faire lire si massivement le candidat appuyé par les champions du capitalisme. Nous, Français, sommes bien mal placés pour reprocher ce vote aux Américains ; nous avons à lui (moins massivement il est vrai) un Président dont le programme Économique, réalisé par R. Barre, est en tout point semblable et tout aussi réactionnaire. Il suffit pour s'en convaincre, d'analyser le programme Reagan.

Il comporte une réduction importante des dépenses publiques : 3 % en 1981, 6 % en 1982, 8 % en 1983 et 10 % les deux années suivantes. Comme il prévoit dans le même temps une augmentation sensible des dépenses militaires et que l'équilibre du Budget est un dogme qu'on ne remet pas en cause, ce sont forcément les dépenses sociales qui vont baisser. Ceci est à rapprocher d'une part de la déclaration faite au Sénat, lors de la discussion sur le Budget 1981, par le Rapporteur Général Blin, sénateur des Ardennes, soulignant « le caractère courageux de certaines mesures, notamment le freinage massif des équipements publics », et d'autre part du fait que dans ce budget c'est la première fois qu'en temps de paix les dépenses d'équipement militaire seront supérieures aux dépenses d'équipement civil.

Le second point du programme américain est la réduction des impôts directs, de 10 %, pour chacune des trois années à venir. Il témoigne de l'influence de l'économiste Arthur Laffer qui estime qu'au-dessus d'un certain niveau, l'impôt décourage la production. Ceci est apparu comme un magnifique cadeau fiscal dont la promesse a sûrement beaucoup influencé le choix des électeurs. Mais ils ont été trompés, car il est prévu que dans le même temps les recettes devaient au total continuer à augmenter, ce qui signifie donc la hausse des impôts indirects. Or les impôts indirects sont les plus injustes puisqu'ils sont payés également par les riches et les pauvres.

Une série de dégrèvements accompagnera ces mesures, tels les dégrèvements fiscaux accordés par le biais d'une accélération des amortissements, la réduction de l'impôt sur les bénéfices (et même la suppression de l'impôt sur les superbénéfices des compagnies pétrolières que Carter avait eu tant de mal à faire passer). Des réductions d'impôts, analogues, sur les sociétés, ont été réalisées récemment en France. Et les fameux Pactes pour l'Emploi résultent, tout compte fait, en une diminution des charges pour les sociétés qui embauchent des jeunes.

Le Conseiller de Reagan en politique monétaire fait ses preuves auprès de Pinochet, de Margaret Thatcher et en Israël (qui eut 100 % d'inflation en 1970 et prévoit 160 % cette année). C'est Milton Friedman. Il annonce une politique monétaire « saine, stable et prévisible ». La stabilité du Franc était aussi au programme de R. Barre, avec sa lutte contre l'inflation. On a vu sa belle réussite sur toute la ligne puisque même la dévaluation du franc ne sera pas évitée (après l'élection présidentielle...) .

Enfin Reagan promet le rétablissement de la confiance par la poursuite d'une politique Économique nationale, c'est-à-dire d'exportations dynamiques. Pour cela, on adoucira les lois sur l'environnement, on développera le nucléaire, voire même les surrogés nucléaires. Politique semblable suivie par Raymond Barre, mais avec évidemment un handicap, car le poids Économique de la France n'est pas celui des Etats-Unis.

\*

Et voilà comment partout c'est la loi du plus fort, la loi du plus gros, de celui qui a le plus de moyens, qui s'impose. C'est la loi de la jungle. Et la manifestation dénommée « escargot » récemment lancée par les conducteurs de poids lourds, pour imposer leur intérêt, en est une excellente image, à combien édifiante !

Or, le rôle des gouvernements n'est pas d'augmenter les injustices en aidant les forts à mieux écraser les faibles. C'est au contraire d'imposer une loi plus humaine, plus juste et plus intelligente. Leur rôle est avant tout un rôle social, que les économistes, perdus dans les nuages de leur jargon et de leur vision du monde, ont totalement oublié. On voit de pareilles erreurs dans toutes les corporations. C'est celle de l'architecte qui oublie... l'escalier. Mais pour les économistes, responsables du présent et de l'avenir de tout un peuple, ces erreurs d'intellectuels qui perdent pied sont autrement graves. Elles sont criminelles. Non seulement parce que la production d'armements, qu'imposent leurs lois économiques, pousse à la guerre. Non seulement parce que pour être « plus compétitif » on fait courir des risques énormes et des dommages irréversibles à la planète. Mais aussi sûrement parce que le nombre de miséreux ne fait que croître. Et je ne parle pas du Tiers-Monde. A côté de nous, même cachées, il y a des familles entières qui ne touchent même pas une allocation, qui n'ont rien pour vivre.

Il faut lire les rapports des d'Alégués du Secours Catholique : leur aide a dû augmenter de 30 à 80 %, selon les endroits, en un an. Ils connaissent des situations de plus en plus nombreuses de familles qui font des dettes pour manger. Ils reçoivent dans leurs permanences, des parents en pleurs venant demander de quoi manger pour leurs enfants. De grands ensembles de la région parisienne sont devenus des bidonvilles en hauteur ; dans l'un d'eux, de 15 000 habitants, 10 % ne peuvent pas payer leur loyer, et gaz et électricité leur sont coupés. En plein vingtième siècle, dans un pays riche comme le nôtre, ces d'Alégués ont dû reprendre une forme d'assistance qu'ils pensaient dépassée : la distribution de colis alimentaires. Ils voient des personnes qui n'ont rien mangé « depuis trois ou quatre jours », qui disputent leur nourriture aux chats et aux chiens. Et sur les jambes des enfants des plaies inguérissables qui dénoncent les carences alimentaires.

\*

Voilà l'oeuvre du meilleur économiste de France. Et ce comédien de Reagan va prendre le même chemin !